

La Bolivie traduira Almagro en justice



La Havane, 24 juin, (RHC)- L'ambassadeur de la Bolivie auprès de l'OEA, l'Organisation des États Américains, a annoncé que son pays va exiger au secrétaire générale de cette organisation, Luis Almagro, de clarifier son rôle devant la justice dans la rupture de l'ordre constitutionnel en novembre

2019.

"C'est une question que tôt ou tard, que M. Luis Almagro soit là ou non, lorsque sa mission se terminera, la Bolivie devra soumettre à la justice, parce que ces questions ne peuvent pas rester ouvertes", a souligné le diplomate Hector Arce, dans des déclarations à la chaîne Bolivia TV au sujet de la 53e Assemblée générale de l'OEA.

Sous la direction du secrétaire général du forum interaméricain, Luis Almagro, un audit des élections remportées par l'ancien président Evo Morales a été réalisé.

Les résultats préliminaires ont été communiqués aux médias aux premières heures du 10 novembre 2019 et faisaient état d'irrégularités dans les élections, ce qui a ensuite été remis en question par plusieurs études d'experts internationaux.

Hector Arce a révélé à Bolivia Tv qu'il est apparu récemment qu'il n'existe pas de normes au sein de l'OEA pour des audits tels que celui de 2019.

Il n'y a pas de normes pour l'audit de l'intégrité électorale", a-t-il dénoncé, "c'est-à-dire qu'ils ont réalisé un audit comme ils le souhaitent, ils ont réalisé un audit biaisé, on ne peut pas l'appeler un audit. Il a été profondément biaisé par des intérêts politiques visant à déstabiliser un gouvernement et une démocratie progressiste".

Après la présentation du rapport, le conflit civil-politique s'est aggravé avec une émeute de la police et les militaires ont fait pression pour que le président de l'époque démissionne.

Face à la torture, aux enlèvements et aux menaces à l'encontre de nombreux ministres et législateurs du Mouvement vers le socialisme, Evo Morales a démissionné et, peu après, l'ancienne sénatrice Jeanine Áñez s'est autoproclamée présidente, ce qui lui vaut aujourd'hui de purger une peine de dix ans d'emprisonnement.

Quelques jours plus tard, les massacres de Sacaba, Senkata et El Pedregal ont eu lieu, faisant 38 morts et des centaines de blessés, suite à la répression contre ceux qui demandaient le retour à l'ordre constitutionnel.

La Bolivie continue de se plaindre dans différents forums de l'OEA de l'influence décisive d'Almagro sur la rupture institutionnelle de novembre 2019.

Cependant, jusqu'à présent, les réclamations concernant les rapports d'audit n'ont pas reçu de réponse avec l'argument du secrétaire général selon lequel "il s'agit d'une affaire classée", a critiqué l'ambassadeur de la Bolivie auprès de l'OEA.

Le diplomate a rappelé que la 53e assemblée générale avait réitéré la plainte concernant le rôle négatif d'Almagro, qui, au lieu de remplir son rôle de défenseur de la démocratie, était responsable de la rupture constitutionnelle en Bolivie.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/326509-la-bolivie-traduirá-almagro-en-justicia>



Radio Habana Cuba